

COMMUNIQUE DE PRESSE COMMUN
POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Le nouveau gouvernement irakien doit s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme

(Rome, 23 septembre, 2014) - Des réformes politiques et sociales de grande envergure sont essentielles pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme en Irak, ont déclaré aujourd'hui dans un communiqué commun des associations irakiennes et internationales de Droits de l'Homme.

Le 3 novembre, l'Irak fera l'objet d'un examen formel de ses obligations relatives aux Droits de l'Homme par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Depuis son premier examen en vertu de l'Examen périodique universel (EPU) en 2010, la situation des droits de l'Homme en Irak s'est considérablement détériorée. L'invasion d'une grande partie du territoire de l'Irak par les extrémistes de l'EI et leurs crimes brutaux ont attiré l'attention internationale sur de graves violations des droits de l'Homme, crimes contre l'humanité, esclavage et crimes de génocide.

Le Haut Commissaire adjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme a déclaré : *« Même si ce conflit a fortement réduit le contrôle du Gouvernement Irakien sur de grandes parties de son territoire, le Gouvernement continue d'assumer la responsabilité principale de la protection de toutes les personnes sur son territoire, et doit s'efforcer de s'acquitter de ses obligations »*¹.

Des organisations irakiennes de la société civile, travaillant avec des groupes internationaux de défense des droits de l'Homme, ont produit un rapport de synthèse qui met en évidence les violations graves et continues des droits de l'Homme en Irak, du point de vue de la société civile. Le rapport, publié aujourd'hui, propose des questions et des recommandations qui devraient être portées à l'attention du gouvernement irakien. Puisque l'Examen périodique universel est un processus mené par les États, le rapport exhorte également le Conseil des Droits de l'Homme et ses Etats membres et observateurs à soulever ces questions et à faire leurs propres recommandations lors de l'examen.

La communauté internationale doit soutenir le gouvernement irakien pour assurer la protection de ses citoyens et enquêter sur les violations graves des droits de l'Homme. Dans le même temps, le nouveau gouvernement en Irak doit régler les problèmes urgents de pénurie d'eau, de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes, de promotion des droits des femmes et des travailleurs, et garantir la liberté d'expression.

Une délégation de la société civile irakienne sera présente lors de l'examen le 3 novembre. Elle aura également des entretiens avec des représentants des Etats durant les pré-sessions à l'examen périodique universel en Octobre à Genève, et avec des membres du Parlement européen à Bruxelles.

¹ Conseil des Droits de l'Homme, Session spéciale sur les violations commises en Iraq par l'EIIL - septembre 2014. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/HRCSpecialSessionIraq.aspx#sthash.avcVI4bW.dpuf>

La société civile en Irak plaide pour une action sur les causes profondes de l'extrémisme en Irak, incite le nouveau gouvernement irakien à adopter des réformes politiques et sociales ambitieuses pour protéger et promouvoir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, et pour assurer une participation significative de tous les membres de la société irakienne. Un véritable changement culturel et politique pourra avoir lieu seulement grâce à un processus véritablement participatif.

[Un Ponte Per ...](#) (association italienne avec statut consultatif ECOSOC)

[Association for Progressive Communications \(APC\)](#) (association avec statut consultatif ECOSOC)

[Iraqi Civil Society Solidarity Initiative \(ICSSI\)](#) (coalition irakienne et internationale)

Pour plus d'information écrire à icssi.project@gmail.com et consulter www.iraqicivilsociety.org

Contact Media :

Ismaeel Dawood

icssi.project@gmail.com

Tel: +39 3291345117